

Le Monde.fr

"Les liens entre la France et la Tunisie ne justifient pas le silence sur la répression"

LEMONDE.FR | 12.01.11 | 18h09 • Mis à jour le 12.01.11 | 18h35



Depuis le début des émeutes sociales en Tunisie, la classe politique française dans son ensemble se distingue par sa frilosité à condamner la violente répression opérée par le régime du président Ben Ali. Au sein du gouvernement, les ministres Frédéric Mitterrand et Bruno Le Maire ont eu des propos conciliants à l'égard du pouvoir tunisien. Mardi 11 janvier, la ministre des affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, interpellée sur le silence de Paris, a estimé que la France ne devait pas "donner de leçons" à la Tunisie, lui proposant au contraire d'apporter son savoir-faire en matière de maintien de l'ordre. A gauche, la condamnation de la répression a tardé à intervenir. Bertrand Delanoë, le maire socialiste de Paris né en Tunisie, qui s'était montré critique en son temps à l'égard du régime, a fait savoir en début de semaine qu'il préférerait mener des contacts avec des militants tunisiens plutôt que de faire des déclarations. Mercredi, le Parti socialiste, après Europe Ecologie-Les Verts, a finalement publié un communiqué condamnant "la brutalité avec laquelle le pouvoir a répondu aux revendications sociales et politiques des citoyens".

Jean-Pierre Sueur, président du groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat, rappelle que des liens traditionnels expliquent en partie la prudence des politiques français mais ne l'excusent en rien.

Comment jugez-vous la réaction de la classe politique française à la répression en Tunisie ?

Le silence de la France est injustifié. J'ai de nombreuses réactions de Tunisiens qui en parlent de façon très négative. L'image de la France est en jeu. M. Ben Ali a dit qu'il "comprendait" le mouvement. Cela est antinomique avec sa mise en œuvre d'une répression violente.

Quand j'entends M^{me} Alliot-Marie, interpellée par des députés, dire, comme principal élément de réponse, que nous proposons à la Tunisie le savoir-faire de nos forces de sécurité... Cette réponse risque d'être très mal perçue par les jeunes et les citoyens en Tunisie.

Comment expliquer le silence relatif des politiques et du gouvernement ?

Il y a une tradition et des arguments que l'on connaît : depuis la présidence de Bourguiba (*Habib Bourguiba fut président de 1957 à 1987*), la Tunisie a fait un formidable effort sur l'éducation. C'est un des pays d'Afrique qui a le meilleur système universitaire. Il a été pionnier des droits de la femme. Il a connu un réel développement économique. Il reste francophone, le français y est encore enseigné... Tout cela est positif, certes, mais ne justifie en rien le silence sur les atteintes aux libertés.

Une deuxième explication est l'argument selon lequel le régime actuel en Tunisie est un rempart contre le fanatisme et l'islamisme, mais cet argument est insuffisant. C'est bien de lutter contre l'islamisme, mais si cela doit être payé par des

atteintes aux libertés, au droit de s'exprimer, de manifester, c'est injustifié. On peut être contre l'islamisme et pour les libertés.

Le Parti socialiste a dénoncé mercredi la répression dans un communiqué : était-ce une clarification nécessaire, sachant que des politiques de gauche ont également des liens avec la Tunisie ?

Personnellement, j'ai décidé de m'exprimer tôt, en tant que parlementaire, pour dénoncer le silence du gouvernement. Dire ce qu'on pense, ce n'est pas de l'ingérence. Les liens entre politiques français et tunisiens sont historiques. Je suis allé en Tunisie avec François Mitterrand, en tant que président du groupe d'amitié France-Tunisie à l'Assemblée nationale. J'ai pu voir que l'image de la France restait très positive.

J'étais en Tunisie avec Nicolas Sarkozy, lors de son voyage officiel en 2008. Quand il a dit qu'il y avait eu en Tunisie des progrès en matière de libertés, Rama Yade, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, était là. Et je n'ai pas l'impression que le sentiment de Nicolas Sarkozy était partagé par les défenseurs des droits de l'homme tunisiens sur place, que Rama Yade a eu semble-t-il du mal à rencontrer.

Selon Michèle Alliot-Marie et François Baroin, porte-parole du gouvernement, la France n'a pas à "donner de leçons" à la Tunisie...

La France n'a pas à donner de leçons à la Tunisie mais elle doit parler clair, comme elle le fait envers d'autres pays dont elle condamne la politique. Dans le monde, d'autres pays, comme les Etats-Unis ou l'Union européenne, ont réagi bien plus clairement que Paris à la répression, aux atteintes aux libertés. La France a des liens avec la Tunisie – et l'Union européenne est en train de les approfondir – mais il paraît naturel qu'elle fasse état de ces questions : les événements actuels en Tunisie n'ont pas d'équivalent dans le passé récent.

Mais quand on réprime à balles réelles et que la France propose son concours en matière de sécurité... cela ne passe pas auprès de nos interlocuteurs tunisiens.

Propos recueillis par Alexandre Piquard

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne. Le Monde diffuse à ses visiteurs un panorama quotidien de l'actualité. Retrouvez chaque jour toute l'Info en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de référence de la presse française en ligne.
